



ETATS FINANCIERS APBEF-CI

Décembre 2020,

Ce bulletin est une analyse mensuelle des données reçues des banques. Il concerne aussi bien les états financiers globaux que les données sectorielles issues des banques.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au plan national, l'environnement économique, à l'instar des autres pays du monde, a été fortement affecté par la Covid-19. En effet, les mesures drastiques d'endiguement de la pandémie mises en œuvre par les différents pays et les incertitudes quant à la fin de la pandémie ont entraîné une perturbation des circuits de commercialisation au niveau international ainsi qu'un ralentissement de la demande extérieure adressée à la production ivoirienne, notamment la production agricole. Par ailleurs, dès le premier cas d'infection à la Covid-19 enregistré en Côte d'Ivoire, le 11 mars 2020, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures visant à freiner la propagation de la maladie et à assurer une bonne prise en charge des personnes infectées. Ainsi, un Plan de Riposte sanitaire d'une dotation de 95,88 milliards a été mis en place. Les différentes mesures d'endiguement de la pandémie au plan international et national ont impacté négativement la plupart des branches d'activités et induit des pertes de revenus, notamment des personnes exerçant dans l'informel ainsi que dans les secteurs des transports, de l'hébergement, de la restauration, et des activités de plaisance. Ainsi, le volume des intentions d'investissements agréés au guichet unique du Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI) a enregistré un repli de 13,4% en 2020 pour se situer à 632 milliards. En vue de soutenir l'activité économique, préserver l'outil de production, faciliter la relance économique post-Covid-19 et aider les populations les plus fragilisées par la crise sanitaire, un Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) d'un montant initial de 1 700 milliards a été déployé.

Aussi, en dépit de la morosité de l'environnement sanitaire et de ses conséquences, l'économie ivoirienne a tiré profit de la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016- 2020 à travers la réalisation des grands projets

d'infrastructures publics. Les populations, quant à elles, ont continué de bénéficier de la

mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PS-GOUV) axé sur l'amélioration de la fourniture des services publics de base. Les réalisations à fin décembre 2020 comparées à celles de fin décembre 2019 sont présentées ci-dessous. Le secteur primaire a enregistré une évolution favorable de l'agriculture industrielle et d'exportation qui a bénéficié d'un repli moins prononcé que prévu de la production de cacao fèves et d'une hausse plus forte du caoutchouc, en dépit des évolutions contrastées des principales spéculations. En effet, les productions de noix de cajou (+33,7%), de coton graine (+4,9%), de sucre (+10,6%), d'ananas (+12,9%), de caoutchouc (+21,3%) et de banane dessert (+1,7%) ont augmenté, alors que celles de café (-11,4%), de cacao (-2,8%) et de régimes de palme (-5,6%) se sont contractées. L'agriculture vivrière a été également en hausse. Cependant, le secteur primaire a subi des difficultés d'approvisionnement en intrants, la baisse des cours mondiaux de certaines cultures consécutive au repli de la demande et l'annulation de certains contrats d'exportations. Cet état de fait a poussé le Gouvernement à procéder à la mise en place d'un Programme d'Urgence de soutien aux filières Agricoles. Dans le secteur secondaire, l'indice de la production industrielle a baissé de 1,9% à fin novembre 2020, sous l'effet de la contraction dans la branche manufacturière et dans celle extractive. Par contre la production des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » a progressé de 5,9%. L'indice de la production manufacturière a pâti des retraits de ses principales composantes, tandis que le recul de l'indice de la production extractive est imputable principalement à la baisse de l'extraction de pétrole brut. Concernant le BTP, l'indicateur avancé s'est contracté de 8,6% à fin novembre 2020. Toutefois, cet indicateur n'intègre pas la production des nouvelles cimenteries installées.

Ainsi, les progressions des importations de ciment prêt à l'usage (+32,2%), de clinker (+19,5%) et des autres matériaux de constructions (+20,4%) laissent entrevoir une évolution du BTP moins morose que celle de l'indicateur avancée. Dans le secteur tertiaire, toutes les branches ont affiché des baisses d'activités en 2020, à l'exception du transport routier ainsi que des télécommunications qui ont tiré profit de la vulgarisation du télétravail. Ainsi, l'indice du Chiffre d'affaires (-3,5%), le nombre de passagers dans le transport aérien (-58,8%), les trafics de marchandises dans les transports maritime (-2,3%) et ferroviaire (-3,4%) ont reculé. Toutefois, avec l'allègement des mesures de lutte contre la Covid-19, une reprise progressive du secteur tertiaire est observée. Dans un environnement marqué par la perturbation des circuits d'approvisionnement, l'inflation est ressortie à +2,4% en 2020, après être restée en deçà de +1,0% sur la période 2016 à 2019. Cet accroissement des prix provient du renchérissement à la fois des produits comestibles de 4,0% et des produits non comestibles de 1,7%. La hausse des prix, a été contenue dans la norme communautaire de l'UEMOA du maximum de 3%, grâce au renforcement du contrôle des prix et aux mesures de plafonnement des prix de certains produits de premières nécessités. En 2020, l'inflation a été plus d'origine locale (+3,4%) qu'importée (+1,1%).

Le marché de l'emploi formel a enregistré une progression de 6,1% du nombre de salariés pour se situer à 1 107 363. Cette évolution est attribuable à la fois au secteur privé et au secteur public qui affichent des hausses respectives de 5,5% et 8,2% du nombre de salariés. L'accroissement du nombre de salariés du secteur privé immatriculés à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) est attribuable principalement à la régularisation de la situation de certains salariés qui n'étaient pas déclarés. Ces régularisations se justifiaient par la nécessité pour ces personnes de bénéficier du soutien financier de la CNPS et de l'Etat en cas de mise en chômage technique, dans le contexte de crise économique mondiale. Par ailleurs, les arrêts d'activités imposés dans certaines branches d'activités ont affecté le revenu des personnes exerçant dans le secteur informel.

La situation des finances publiques est marquée par un niveau de recouvrement de recettes et dons de 5 289,2 milliards, en dépassement de 199,6 milliards de l'objectif.

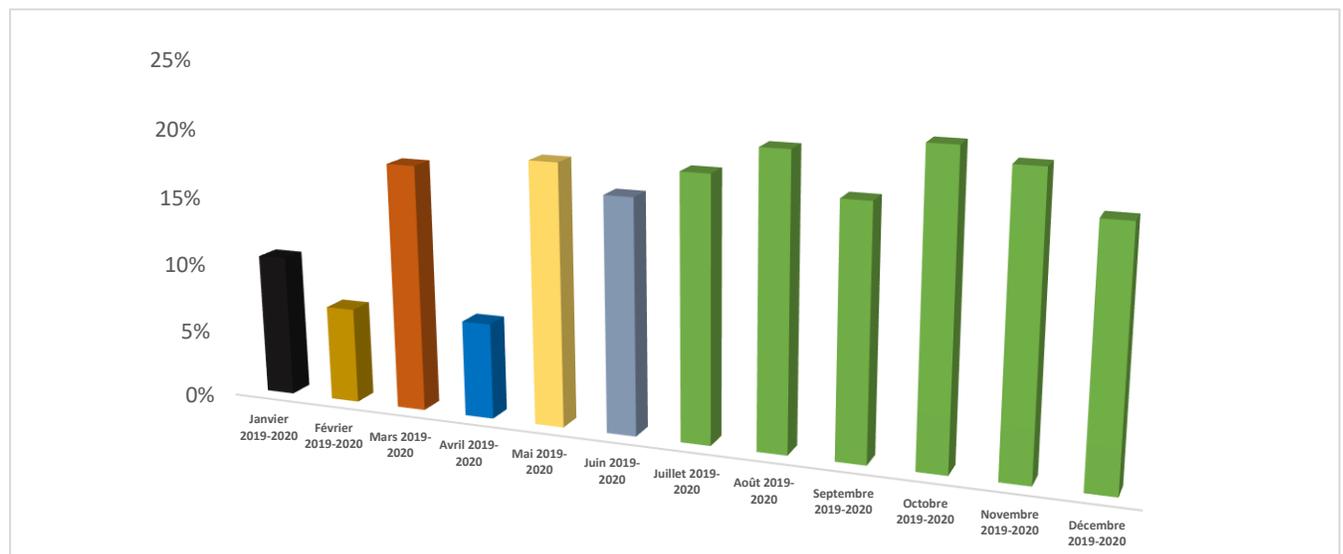
Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 7 255,1 milliards contre un objectif de 7 174,1 milliards, soit une surconsommation de 81,0 milliards. Les dépenses d'investissement ont été effectuées à hauteur de 1 914,4 milliards, pour un objectif de 1 951,4 milliards, soit un taux de réalisation de 98,1%. Par rapport à l'année 2019, les recettes et dons ont augmenté de 130,8 milliards et les dépenses totales et prêt net se sont accrues de 1 311,2 milliards. Il en est ressorti un déficit budgétaire de 1 965,9 milliards soit 5,6% du PIB. Pour financer ce déficit budgétaire et assurer le remboursement du capital de la dette publique, les marchés sous régional et international ont été sollicités pour un montant total de 1 716,4 milliards. Les échanges extérieurs hors biens exceptionnels ont été caractérisés par une baisse aussi bien des exportations que des importations en valeur respectivement de 2,5% et de 0,5%. Il est ressorti un solde commercial excédentaire de 1 054,5 milliards à fin décembre 2020 contre un excédent de 1 204,8 milliards en 2019, soit une régression de 12,5%. Les termes de l'échange se sont accrus de 7,6% sous l'effet d'une baisse des prix à l'exportation (-2,3%) moins prononcée que celle des prix à l'importation (-9,3%). La situation monétaire est caractérisée par la mise en œuvre de mesures accommodantes pour endiguer les effets néfastes de la pandémie de la Covid-19 et soutenir la relance de l'activité économique post-covid-19. Ainsi, la masse monétaire au sens large (M2) s'est accrue de 21,1% (+2 272,5 milliards) en glissement annuel, sous l'effet de la progression des créances nettes sur l'Administration Centrale de 40,0% (+1 117,1 milliards), des créances sur l'économie de 9,2% (+687,4 milliards) et des actifs extérieurs nets de 25,7% (+642,2 milliards).

La place boursière sous régionale a été caractérisée par la poursuite de la baisse des

indices boursiers de référence amorcée depuis 2016. Les indicateurs de référence BRVM 10 et BRVM Composite ont fléchi respectivement de 18,9% et de 16,6%, en raison de la contreperformance de la plupart des indices boursiers sectoriels. Cependant, la capitalisation boursière a augmenté de 16,1%. En conclusion, l'économie ivoirienne a évolué, en 2020, dans un environnement national et international marqué par les conséquences économiques, sociales et humanitaires de la Covid-19. Par conséquent, l'économie ivoirienne, en plein essor, a marqué le pas. Les secteurs les plus impactés ont été le tertiaire et le secteur secondaire.

EVOLUTION DE LA SITUATION DE LA PLACE BANCAIRE IVOIRIENNE

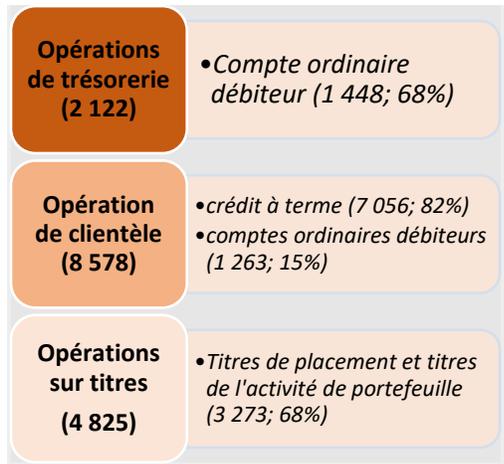
L'analyse de l'évolution du total Bilan en glissement annuel sur plusieurs périodes confirme la tendance à la hausse du total Bilan avec une reprise après un ralentissement constaté au mois d'Avril 2020 avec 6% de hausse.



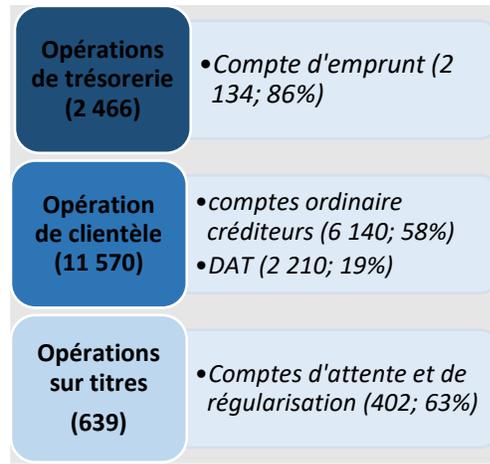
STRUCTURE DE L'ACTIF ET DU PASSIF DES BANQUES

A fin Décembre 2020, le total bilan sur la place s'affiche à 15 996 milliards de FCFA contre 13 579 milliards de FCFA en 2019, ce qui représente une hausse de 18% en glissement annuel.

A l'actif (Montant en milliards)

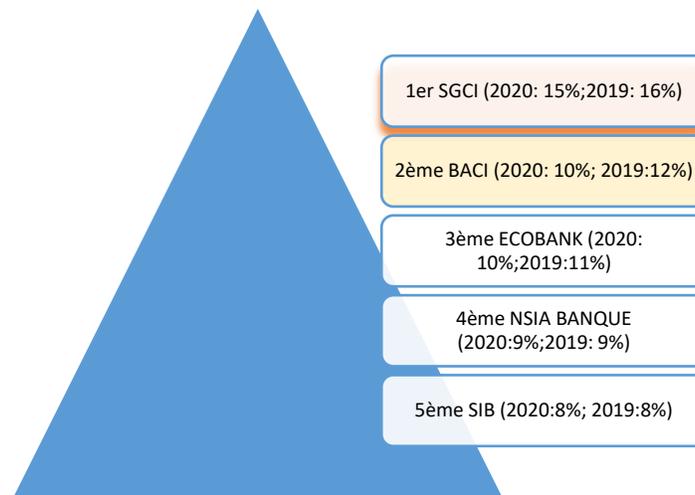


Au passif (Montant en milliards)



PARTS DE MARCHÉ DES BANQUES

Le top 5 reste le même, SGCI reste en tête d'une année à l'autre. Toutefois si les 5 plus grandes banques se partageaient 55% du marché en 2019, on note que ces banques perdent 3% du marché au profit de leurs poursuivantes (BICICI, CORIS et ORABANK progressent notamment de 1 point sur le marché).



A l'actif,

Sur le marché interbancaire, on note une plus grande activité de la SGCI sur le marché des Banques et EC au détriment du marché des titres et opérations diverses où elle enregistre un ralentissement.

Au passif, il convient de remarquer que la progression de GTB sur le marché des titres est dûe aux « opérations diverses » et non au comportement du titre GTB.

Tops 5 Actif		Part 2020	Part 2019
Banques et EC	ECOBANK	13%	11%
	SGCI	11%	5%
	BICICI	10%	11%
	BACI	8%	11%
	BOA-CI	7%	3%
Clientèle	SGCI	19%	20%
	NSIA BANQUE	11%	10%
	BACI	10%	11%
	SIB	10%	10%
	ECOBANK	7%	9%
Titres et opérations diverses	ECOBANK	14%	18%
	BACI	11%	18%
	SGCI	10%	17%
	NSIA BANQUE	8%	7%
	BNI	7%	5%

Tops 5 Passif		Part 2020	Part 2019
Banques et EC	ECOBANK	19%	23%
	NSIA BANQUE	16%	13%
	BACI	9%	18%
	CORIS BANK	8%	7%
	ORABANK	8%	5%
Clientèle	SGCI	17%	18%
	BACI	8%	12%
	ECOBANK	8%	8%
	SIB	8%	9%
	NSIA BANQUE	8%	8%
Titres et opérations diverses	GTB	24%	7%
	SGCI	13%	15%
	BACI	8%	10%
	SIB	7%	12%
	NSIA BANQUE	7%	6%

PARTS DE MARCHÉ GLOBALES ESSOURCES/EMPLOIS DECEMBRE 2020 (Millions de FCFA)

	ACTIF											
	TOTAL		Banques & EC		Clientèle		Titres et Opérations diverses		Valeurs Immobilisées		Actionnaires et Associés	
BANQUES	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
SGCI	2 399 322	15%	234 920	11%	1 608 490	19%	478 533	10%	77 379	16%	-	#DIV/0!
BACI	1 654 539	10%	179 636	8%	896 894	10%	554 695	11%	23 314	5%	-	#DIV/0!
ECOBANK-CI	1 594 534	10%	265 667	13%	623 999	7%	670 832	14%	34 036	7%	-	#DIV/0!
NSIA BANQUE	1 437 178	9%	91 452	4%	903 045	11%	372 514	8%	70 167	15%	-	#DIV/0!
SIB	1 224 290	8%	52 516	2%	854 859	10%	299 529	6%	17 386	4%	-	#DIV/0!
BNI	989 824	6%	140 269	7%	459 420	5%	354 975	7%	35 160	7%	-	#DIV/0!
BICICI	832 153	5%	221 789	10%	483 109	6%	106 518	2%	20 737	4%	-	#DIV/0!
CORIS	770 200	5%	38 430	2%	473 524	6%	238 141	5%	20 105	4%	-	#DIV/0!
BOA-CI	686 709	4%	142 951	7%	300 633	4%	221 692	5%	21 433	5%	-	#DIV/0!
ORABANK	601 880	4%	62 204	3%	266 492	3%	229 028	5%	44 156	9%	-	#DIV/0!
BRIDGE BK G	555 551	3%	102 810	5%	280 205	3%	159 885	3%	12 651	3%	-	#DIV/0!
BGFI BANK	547 861	3%	69 434	3%	336 099	4%	135 741	3%	6 587	1%	-	#DIV/0!
UBA	514 791	3%	74 288	3%	191 932	2%	244 813	5%	3 758	1%	-	#DIV/0!
STANDARD	276 704	2%	140 690	7%	46 973	1%	86 577	2%	2 464	0%	-	#DIV/0!
BDA	235 159	1%	20 975	1%	161 304	2%	46 292	1%	6 588	1%	-	#DIV/0!
BSIC	225 573	1%	16 856	1%	95 048	1%	104 037	2%	9 632	2%	-	#DIV/0!
GTB	224 140	1%	6 626	0%	20 694	0%	193 569	4%	3 251	1%	-	#DIV/0!
CITIBANK	219 535	1%	121 987	6%	63 381	1%	32 716	1%	1 451	0%	-	#DIV/0!
B D U	189 915	1%	24 220	1%	79 687	1%	82 873	2%	3 135	1%	-	#DIV/0!
STANBIC	148 881	1%	9 825	0%	36 675	0%	101 316	2%	1 065	0%	-	#DIV/0!
DIAMOND BAN	133 991	1%	18 873	1%	70 849	1%	40 729	1%	3 540	0%	-	#DIV/0!
VERSUS BANK	127 994	1%	19 696	1%	92 416	1%	12 998	0%	2 884	1%	-	#DIV/0!
BANQUE POPU	107 544	1%	16 349	1%	61 528	1%	6 398	0%	23 269	5%	-	#DIV/0!
AFRILAND FIR	99 326	1%	13 542	1%	60 942	1%	18 887	0%	5 955	1%	-	#DIV/0!
BHCI	91 933	1%	2 646	0%	56 972	1%	18 370	0%	13 945	3%	-	#DIV/0!
BMS	79 404	0%	24 067	1%	49 576	1%	729	0%	5 032	1%	-	#DIV/0!
BRM	27 445	0%	9 964	0%	3 941	0%	13 475	0%	65	0%	-	#DIV/0!
TOTAL	15 996 376	100%	2 122 682	100%	8 578 687	100%	4 825 862	100%	469 145	100%	-	#DIV/0!

PARTS DE MARCHE GLOBALES ESSOURCES/EMPLOIS DECEMBRE 2020 (Millions de FCFA)

	PASSIF											
	TOTAL		Banques & EC		Clientèle		Titres et Opérations diverses		Valeurs Immobilisées		Actionnaires et Associés	
BANQUES	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%	MONTANT	%
SGCI	2 399 322	15%	62 003	3%	2 006 281	17%	82 193	13%	242	71%	248 603	19%
BACI	1 654 539	10%	229 363	9%	1 241 599	11%	52 870	8%	-	0%	130 707	10%
ECOBANK-CI	1 594 534	10%	460 766	19%	978 735	8%	26 337	4%	-	0%	128 696	10%
NSIA BANQUE	1 437 178	9%	391 754	16%	888 127	8%	43 525	7%	-	0%	113 772	9%
SIB	1 224 290	8%	73 088	3%	965 944	8%	43 807	7%	-	0%	141 451	11%
BNI	982 857	6%	12 254	0%	879 489	8%	31 115	5%	-	0%	59 999	5%
BICICI	832 153	5%	29 740	1%	715 595	6%	24 326	4%	-	0%	62 492	5%
CORIS	770 200	5%	207 334	8%	508 273	4%	7 847	1%	-	0%	46 746	4%
BOA-CI	686 709	4%	159 821	6%	455 757	4%	10 306	2%	-	0%	60 825	5%
ORABANK	601 880	4%	195 888	8%	307 763	3%	4 752	1%	-	0%	93 477	7%
BRIDGE BK G	555 551	3%	18 976	1%	451 197	4%	42 271	7%	-	0%	43 107	3%
BGFI BANK	547 861	3%	142 252	6%	353 384	3%	9 893	2%	-	0%	42 332	3%
UBA	514 791	3%	84 176	3%	361 770	3%	25 894	4%	-	0%	42 951	3%
STANDARD	276 710	2%	53 568	2%	196 953	2%	17 704	3%	-	0%	8 485	1%
BDA	235 159	1%	48 712	2%	162 625	1%	4 524	1%	-	0%	19 298	1%
BSIC	225 573	1%	62 163	3%	145 206	1%	4 639	1%	-	0%	13 565	1%
GTB	224 140	1%	1 486	0%	52 746	0%	156 508	24%	-	0%	13 400	1%
CITIBANK	219 535	1%	7 584	0%	174 737	2%	5 254	1%	-	0%	31 959	2%
B D U	189 915	1%	82 368	3%	87 412	1%	3 892	1%	-	0%	16 243	1%
STANBIC	148 881	1%	32 622	1%	82 802	1%	4 938	1%	-	0%	28 519	2%
DIAMOND BAN	133 991	1%	61 188	2%	62 917	1%	2 905	0%	-	0%	6 981	1%
VERSUS BANK	127 994	1%	5 041	0%	104 302	1%	2 881	0%	-	0%	15 770	1%
BANQUE POPU	107 544	1%	3 714	0%	153 129	1%	9 015	1%	100	29%	- 58 414	-4%
AFRILAND FIR	99 326	1%	12 121	0%	70 829	1%	5 194	1%	-	0%	11 182	1%
BHCI	91 933	1%	152	0%	89 899	1%	15 166	2%	-	0%	- 13 284	-1%
BMS	79 404	0%	15 637	1%	58 623	1%	904	0%	-	0%	4 240	0%
BRM	27 445	0%	13 213	1%	14 568	0%	778	0%	-	0%	- 1 114	0%
TOTAL	15 989 415	100%	2 466 984	100%	11 570 662	100%	639 438	100%	342	100%	1 311 988	100%